

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 176

[C — 2001/29032]

**21 DECEMBER 2000. — Decreet betreffende de telling van de leerlingen in het bijzonder onderwijs (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

**Artikel 1.** In artikel 6, § 1, van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1971 en 15 juli 1985, wordt het volgende lid gevoegd tussen het eerste en het tweede lid :

« De Hoge Raad van het hoger kunstonderwijs, bedoeld in het eerste lid, is niet bevoegd voor de toepassing van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs noch voor de inrichtingen waarop dit decreet van toepassing is.

**Art. 2.** Dit decreet treedt in werking op de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* verschijnt.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, op 21 december 2000.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met Lager Onderwijs, het onthaal en de opdrachten aan ONE,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Bijzonder Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,

R. MILLER

De Minister van Jeugdzaken, Openbaar Ambt en Onderwijs voor sociale promotie,

W. TAMINIAUX

De Minister van Jeugd- en Gezondheidszorg,

Mevr. N. MARECHAL

—  
Nota

(1) Zitting 2000-2001.

*Documenten van de Raad.* — Ontwerpdecreet, nr. 129-1. — Amendementen van de commissie, nr. 129-2. — Verslag, nr. 129-3.

*Integraal verslag.* — Bespreking en stemming, Zitting van 20 december 2000.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 177

[C — 2001/27026]

**20 DECEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'accord de coopération, conclu le 4 juillet 2000 entre la Communauté française et la Région wallonne relatif à la mise à disposition d'équipements pédagogiques en faveur des élèves de l'enseignement secondaire technique et professionnel**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération, conclu le 22 juin 2000, entre la Communauté française et la Région wallonne, portant sur le financement de la coopération dans le cadre de politiques croisées, sur les Fonds structurels européens et sur le développement des entreprises culturelles, approuvés par les décrets des 18 et 20 juillet 2000;

Vu l'accord de coopération, conclu le 4 juillet 2000 entre la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la mise à disposition d'équipements pédagogiques en faveur des élèves de l'enseignement secondaire technique et professionnel, approuvé par le décret du 14 décembre 2000, notamment l'article 7, alinéa 5;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 mai 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 mai 2000;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'accord de coopération, conclu le 22 juin 2000, entre la Communauté française et la Région wallonne, portant sur le financement de la coopération dans le cadre de politiques croisées, sur les Fonds structurels européens et sur le développement des entreprises culturelles, approuvés par les décrets des 18 et 20 juillet 2000, prévoit son entrée en vigueur en 2000;

Considérant que le décret du 14 décembre 2000 portant assentiment de l'accord de coopération conclu le 4 juillet 2000 entre la Communauté française et la Région wallonne relatif à la mise à disposition d'équipements pédagogiques en faveur des élèves de l'enseignement secondaire technique et professionnel entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*;

Considérant que le Comité de gestion instauré par l'article 6 de l'accord de coopération du 4 juillet 2000 précité doit impérativement être constitué, se réunir, fonctionner et engager le budget prévu pour l'exercice 2000 avant le 19 décembre 2000;

Considérant qu'il y a urgence à définir les règles de fonctionnement du Comité de gestion et d'approuver son règlement d'ordre intérieur;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les membres du Comité de gestion ont un mandat d'une durée d'un an renouvelable compte tenu de l'article 10 de l'accord de coopération, conclu le 4 juillet 2000 entre la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la mise à disposition d'équipements pédagogiques en faveur des élèves de l'enseignement secondaire technique et professionnel, ci-après dénommé "l'accord de coopération".

Tout membre démissionnaire continue à siéger jusqu'à la désignation de son remplaçant.

Tout membre nommé en remplacement d'un membre démissionnaire achève le mandat de ce dernier.

**Art. 2.** Pour délibérer valablement, la présence d'au moins deux tiers des représentants des Gouvernements visés à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, de l'accord de coopération est requise.

Lorsque cette condition n'est pas remplie, le président en fait la constatation et lève la séance.

Il convoque une nouvelle séance endéans les cinq jours calendrier avec les mêmes points à l'ordre du jour.

Au cours de cette nouvelle séance, quelles que soient les présences, le Comité de gestion peut délibérer valablement.

**Art. 3.** Conformément à l'accord de coopération, le Comité de gestion adopte ses décisions par consensus ou à défaut à la majorité des deux tiers des membres présents et à condition qu'il y ait une majorité simple au sein des groupes constitués par les représentants des Gouvernements visés à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, de l'accord de coopération.

Seuls les membres représentant les catégories visées à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 6°, de l'accord de coopération ont le droit de vote.

**Art. 4.** A l'initiative du directeur de l'Enseignement obligatoire de la Communauté française, il est lancé un appel à projets pédagogiques dès le mois de janvier.

Les projets sont rentrés à la cellule technique du Comité de gestion.

La cellule technique vérifie l'éligibilité des projets notamment en fonction des missions du Fonds telles que définie à l'article premier de l'accord de coopération.

La cellule technique sollicite, dès lors qu'il existe, l'avis du Fonds sectoriel concerné par les projets pédagogiques.

La cellule technique du Fonds transmet l'ensemble des dossiers qu'ils soient éligibles ou non et, le cas échéant, les avis des fonds sectoriels concernés au secrétariat du Comité de gestion.

Le Comité de gestion sélectionne les projets pédagogiques, selon les critères déterminés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, a) à c), de l'accord de coopération.

Parmi les projets éligibles, priorité est accordée :

1° aux projets qui s'inscrivent dans l'utilisation la plus efficiente des moyens au profit de l'ensemble des établissements scolaires d'un bassin de formation, quel que soit leur réseau et leur caractère d'enseignement;

2° aux projets qui ont reçu un avis favorable du fonds sectoriel concerné ou, à défaut, de fonds sectoriel, d'un expert consulté à cet effet, lorsque le Comité de gestion le décide;

3° aux projets qui rencontrent les besoins du marché de l'emploi local.

Le Comité de gestion décide de l'adoption des projets selon les modalités définies par le présent arrêté et par son règlement d'ordre intérieur.

Les projets sont notifiés aux établissements d'enseignement au plus tard fin juin.

**Art. 5.** Le Gouvernement approuve le règlement d'ordre intérieur du Comité de gestion, annexé au présent arrêté.

**Art. 6.** A titre transitoire, pour l'exercice 2000, le Comité de gestion ne prendra en compte que les projets pédagogiques d'un montant compris entre 500 000 FB et 5 000 000 FB, TVA non comprise et à condition que la participation des établissements soit de 20 % au moins.

**Art. 7.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2000.

Namur, le 20 décembre 2000.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme M. ARENA

**Règlement d'ordre intérieur du Comité de gestion  
du Fonds d'équipement pédagogique pour l'enseignement technique et professionnel**

Article 1<sup>er</sup>. Le siège du Comité de gestion du Fonds d'équipement pédagogique pour l'enseignement technique et professionnel, instauré en vertu de l'article 6 de l'accord de coopération, conclu le 4 juillet 2000, entre la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la mise à disposition d'équipements pédagogiques en faveur des élèves de l'enseignement secondaire technique et professionnel, ci-après dénommé, "le Comité de gestion" est situé au Ministère de la Communauté française où doit lui être adressé tout courrier.

L'adresse du Comité est la suivante :

Fonds d'équipement pédagogique pour l'enseignement technique et professionnel  
Ministère de la Communauté française  
Direction générale de l'Enseignement obligatoire  
Boulevard Pacheco 19, boîte 0  
1010 Bruxelles.

Art. 2. Conformément à l'article 6, alinéa 2, de l'accord de coopération, conclu le 4 juillet 2000, entre la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la mise à disposition d'équipements pédagogiques en faveur des élèves de l'enseignement secondaire technique et professionnel, ci-après dénommé "l'accord de coopération", la présidence du Comité de gestion est assurée, alternativement et pour un terme de six mois, pour le premier terme, par un(e) représentant(e) du Membre du Gouvernement wallon qui a l'emploi et la formation dans ses attributions et, pour le second terme par un(e) représentant(e) du Membre du Gouvernement de la Communauté française qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions.

Art. 3. Conformément à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, de l'accord de coopération, le secrétariat du Comité de gestion est assuré alternativement et pour un terme de six mois, pour le premier terme, par un(e) représentant(e) de la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne et, pour un second terme par un(e) représentant(e) de l'administration du Ministère de la Communauté française (AGERS).

Art. 4. Le secrétariat du Comité de gestion établit le procès-verbal et l'envoie aux membres en même temps que la convocation pour la séance suivante.

Art. 5. Le président convoque le Comité de gestion au moins trois fois par an et autant de fois que cela est nécessaire à l'exercice de ses missions.

Art. 6. L'ordre du jour est établi par le secrétariat en concertation avec le président.

Le Comité de gestion peut décider en séance d'ajouter un ou plusieurs points à l'ordre du jour ou de reporter les votes et délibérations sur un point de l'ordre du jour à une séance ultérieure.

Art. 7. Chaque membre du Comité de gestion peut demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour par lettre adressée au secrétariat du Comité de gestion.

Ce point sera porté à l'ordre du jour de la réunion qui suit immédiatement cette demande à condition que la demande ait été introduite au plus tard vingt jours calendrier avant la date fixée pour ladite réunion.

Art. 8. Les convocations sont rédigées par le secrétariat.

Elles mentionnent date, heure et lieu des réunions ainsi que les divers points à l'ordre du jour.

Elles comportent, en annexe, les pièces et documents relatifs à l'ordre du jour.

La convocation et les documents y afférents sont adressés aux membres au moins huit jours ouvrables avant la date de la séance.

En cas d'urgence, laissée à l'appréciation du président, la convocation peut être expédiée dans un délai plus court et des annexes peuvent exceptionnellement être distribuées aux membres avant l'ouverture de la séance.

Art. 9. Le président dirige les débats et veille à ce que les dispositions du présent règlement et de l'accord de coopération ainsi que de l'arrêté d'exécution soient observées.

Art. 10. Le membre qui se trouve dans l'impossibilité d'assister à la séance en informe le secrétariat par courrier adressé au moins deux jours avant la réunion et sera excusé. Il pourra être remplacé par un(e) suppléant(e) désigné(e) par l'autorité compétente dans le même courrier.

Art. 11. Les séances sont ouvertes, suspendues et clôturées par le président.

Au début de la séance, le secrétariat établit la liste des présences et des absences et communique la liste des excusés.

Le président soumet le procès-verbal de la réunion précédente à l'approbation du Comité de gestion.

Art. 12. Le Comité de gestion suit la procédure d'examen des demandes qui lui sont transmises telle qu'elle est définie par l'arrêté d'exécution de l'accord de coopération.

Art. 13. Le président peut requérir d'initiative ou sur proposition d'un membre, l'avis ou la présence d'experts.

Les experts présents ne peuvent assister au scrutin.

Art. 14. Le Comité de gestion constitue une cellule technique dont il détermine la composition et fixe les missions.

Art. 15. Les séances du Comité de gestion ne sont pas publiques.

Les personnes qui y assistent à quelque titre que ce soit sont tenues de respecter le secret des documents et informations à caractère confidentiel ou personnel qui leur sont communiqués, ainsi que le secret des délibérations et votes, dans la limite de leur rôle de mandataire.

Art. 16. Toute personne, assistant à un débat du Comité de gestion relatif à une action de formation dans laquelle elle a un intérêt personnel, est tenue de quitter la réunion pendant les délibérations.

Art. 17. Toute modification du règlement d'ordre intérieur est soumise à l'approbation des Gouvernements après que cette modification a été adoptée par vote.

Le vote intervient au plus tôt à la réunion suivant celle où cette modification a été demandée et après inscription de ce point à l'ordre du jour dans la convocation.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2000 portant exécution de l'accord de coopération, conclu le 4 juillet 2000 entre la Communauté française et la Région wallonne relatif à la mise à disposition d'équipements pédagogiques en faveur des élèves de l'enseignement secondaire technique et professionnel.

Namur, le 20 décembre 2000.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme M. ARENA

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 177

[C — 2001/27026]

**20 DECEMBER 2000. — Besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, betreffende de terbeschikkingstelling van pedagogische voorzieningen aan de leerlingen van het secundair technisch en beroepsonderwijs**

De Waalse Regering,

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 22 juni 2000 tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest betreffende de financiering van de samenwerking in het raam van het gekruist beleid, de Europese structuurfondsen en de uitbouw van de cultuurbedrijven, goedgekeurd bij de decreten van 18 en 20 juli 2000;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, betreffende de terbeschikkingstelling van pedagogische voorzieningen voor de leerlingen van het Secundair Technisch en Beroepsonderwijs, goedgekeurd bij decreet van 14 december 2000, inzonderheid op artikel 7, vijfde lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 16 mei 2000;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 29 mei 2000;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het samenwerkingsakkoord van 22 juni 2000 tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest betreffende de financiering van de samenwerking in het raam van het gekruist beleid, de Europese structuurfondsen en de uitbouw van de cultuurbedrijven, goedgekeurd bij de decreten van 18 en 20 juli 2000, in 2000 in werking moet treden;

Overwegende dat het decreet van 14 december 2000 houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, betreffende de terbeschikkingstelling van pedagogische voorzieningen voor de leerlingen van het Secundair Technisch en Beroepsonderwijs op de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* in werking moet treden;

Overwegende dat het Beheerscomité ingesteld bij artikel 6 van bovenvermeld samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 noodzakelijkerwijs samengesteld moet zijn vóór 19 december 2000 en vóór die datum moet vergaderen, in werking moet zijn en zijn begroting moet vastleggen;

Overwegende dat de werkingsregels van het Beheerscomité dringend moeten worden vastgesteld en dat diens huishoudelijk reglement goedgekeurd dient te worden;

Op voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het mandaat van de leden van het Beheerscomité loopt over één jaar en is hernieuwbaar met inachtneming van artikel 10 van het samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, betreffende de terbeschikkingstelling van pedagogische voorzieningen aan de leerlingen van het Secundair Technisch en Beroepsonderwijs, hierna « het samenwerkingsakkoord » genoemd.

Ontslagnemende leden blijven zitting houden tot er een plaatsvervanger wordt aangewezen.

Leden die als plaatsvervanger van een ontslagnemend lid worden aangewezen, beëindigen diens lopende ambt.

**Art. 2.** Wil het Beheerscomité geldig beraadslagen, moeten ten minste twee vertegenwoordigers van de Regeringen bedoeld in artikel 6, eerste lid, 1° en 2°, van het samenwerkingsakkoord aanwezig zijn.

Indien die voorwaarde niet vervuld is, wordt dit vastgesteld door de voorzitter, die de vergadering opheft.

Binnen vijf kalenderdagen wordt door de voorzitter een nieuwe vergadering bijeengeroepen waarbij dezelfde agenda behouden blijft.

De beraadslagingen die het Beheerscomité tijdens die nieuwe vergadering houdt, zijn wel geldig ongeacht het aantal aanwezige leden.

**Art. 3.** Overeenkomstig het samenwerkingsakkoord keurt het Beheerscomité zijn beslissingen bij consensus goed, zoniet bij een meerderheid van twee derden van de aanwezige leden en op voorwaarde dat er een gewone meerderheid bestaat in de fracties samengesteld uit de vertegenwoordigers van de Regeringen bedoeld in artikel 6, eerste lid, 1° en 2°, van het samenwerkingsakkoord.

Enkel de leden die de categorieën bedoeld in artikel 6, eerste lid, 1° tot en met 6°, van het samenwerkingsakkoord vertegenwoordigen, hebben stemrecht.

**Art. 4.** Op initiatief van de Directeur-generaal van het Verplichte Onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt er vanaf januari een oproep tot het indienen van pedagogische projecten gedaan.

De projecten moeten ingediend worden bij de technische cel van het Beheerscomité.

De technische cel gaat na of de projecten onder andere beantwoorden aan de opdrachten van het Fonds zoals omschreven in artikel 1 van het samenwerkingsakkoord.

De technische cel houdt gebeurlijk rekening met het advies van het sectoraal fonds bevoegd voor pedagogische projecten.

De technische cel van het Fonds maakt alle dossiers, of ze in aanmerking komen of niet, samen met de eventuele adviezen van de betrokken sectorale fondsen over aan het secretariaat van het Beheerscomité.

Het Beheerscomité selecteert de pedagogische projecten volgens de criteria omschreven in artikel 1, eerste lid, 1°, litterae a tot en met c, van het samenwerkingsakkoord.

Bij de in aanmerking komende projecten wordt voorrang gegeven aan :

1° de projecten die in aanmerking komen voor de zo efficiënt mogelijke aanwending van de middelen van alle schoolinrichtingen in een welbepaalde onderwijsrichting, ongeacht het net en het soort onderwijs;

2° de projecten die van een gunstig advies werden voorzien door het betrokken sectoraal fonds of, bij gebreke daarvan, door een daartoe geraadpleegde deskundige wanneer de beslissing getroffen wordt door het Beheerscomité;

3° de projecten die tegemoetkomen aan de noden van de plaatselijke arbeidsmarkt.

Het Beheerscomité beslist over de goedkeuring van de projecten volgens de modaliteiten die in dit besluit werden vastgelegd en volgens zijn huishoudelijk reglement.

Uiterlijk einde juni wordt de schoolinrichtingen kennis gegeven van de projecten.

**Art. 5.** De Regering keurt het huishoudelijk reglement van het Beheerscomité in bijlage bij dit besluit goed.

**Art. 6.** Bij wijze van overgangsmaatregel voor de jaargang 2000 zal het Beheerscomité enkel rekening houden met de pedagogische projecten waarvan het bedrag schommelt tussen 500 000 BEF en 5 000 000 BEF BTW niet inbegrepen en op voorwaarde dat het aandeel van de inrichtingen ten minste 20 % bedraagt.

**Art. 7.** Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2000.

Namen, 20 december 2000.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. M. ARENA

#### **Huishoudelijk reglement van het Beheerscomité van het Fonds voor pedagogisch materiaal voor het technisch en het beroepsonderwijs**

Artikel 1. De zetel van het Beheerscomité van het Fonds voor pedagogisch materiaal voor het technisch en het beroepsonderwijs dat ingesteld werd krachtens artikel 6 van het samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de terbeschikkingstelling van pedagogische voorzieningen aan de leerlingen van het Secundair Technisch en Beroepsonderwijs, hierna « het samenwerkingsakkoord » genoemd, bevindt zich in het Ministerie van de Franse Gemeenschap, waar alle briefwisseling naartoe moet worden gestuurd.

Adres van het Beheerscomité :

Fonds d'équipement pédagogique pour l'enseignement technique et professionnel  
Ministerie van de Franse Gemeenschap  
Pachecolaan 19, bus 0  
1010 Brussel.

Art. 2. Overeenkomstig artikel 6, tweede lid, van het samenwerkingsakkoord wordt het voorzitterschap van het Beheerscomité alternerend waargenomen door een vertegenwoordiger (vertegenwoordigster) van het lid van de Waalse Regering dat bevoegd is voor werkgelegenheid en vorming en door een vertegenwoordiger (vertegenwoordigster) van het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap dat bevoegd is voor het secundair onderwijs, waarbij het eerste mandaat uitgeoefend wordt door eerstgenoemde, het tweede door laatstgenoemde.

Art. 3. Overeenkomstig artikel 6, eerste lid, 7°, van het samenwerkingsakkoord wordt het secretariaat van het Beheerscomité alternerend waargenomen door een vertegenwoordiger (vertegenwoordigster) van de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest en door een vertegenwoordiger (vertegenwoordigster) van het Algemeen Bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, waarbij het eerste mandaat uitgeoefend wordt door eerstgenoemde, het tweede door laatstgenoemde.

Art. 4. De vergaderingen worden genotuleerd door het secretariaat van het Beheerscomité, dat de notulen samen met de oproep voor de volgende vergadering naar alle leden opstuurt.

Art. 5. Het Beheerscomité wordt minstens drie keer per jaar bijeengeroepen door de voorzitter, en even vaak als nodig is voor het uitvoeren van de opdrachten.

Art. 6. De agenda wordt door het secretariaat opgesteld in overleg met de voorzitter.

Het Beheerscomité kan in de loop van de vergadering beslissen om één of verschillende punten aan de agenda toe te voegen dan wel om stemmingen en beraadslagingen betreffende een agendapunt uit te stellen tot een volgende vergadering.

Art. 7. Elk lid van het Beheerscomité heeft het recht om via een schrijven gericht aan het secretariaat van het Beheerscomité een bepaald punt te laten agenderen.

Dat punt wordt op de agenda geplaatst van de vergadering die onmiddellijk op de datum van de aanvraag volgt, op voorwaarde dat de aanvraag ingediend werd uiterlijk twintig kalenderdagen vóór de datum waarop bedoelde vergadering doorgang vindt.

Art. 8. De oproepingsbrieven worden door het secretariaat opgesteld.



In de oproepingsbrieven worden, datum, uur en plaats van vergadering vermeld, evenals de agendapunten.

Als bijlage gaan de stukken en documenten die betrekking hebben op de agenda.

De oproepingsbrief en de desbetreffende documenten worden naar de leden opgestuurd minstens acht werkdagen vóór de datum van de vergadering.

In dringende gevallen, welke door de voorzitter beoordeeld worden, kunnen de oproepingsbrieven in een korter tijdsbestek worden opgestuurd en kunnen de bijlagen bij wijze van uitzondering vóór aanvang van de vergadering worden rondgedeeld.

Art. 9. De voorzitter leidt de debatten en waakt erover dat de bepalingen van dit reglement en van het samenwerkingsakkoord, evenals van het uitvoeringsbesluit, worden nageleefd.

Art. 10. Leden die zich in de onmogelijkheid bevinden om vergaderingen bij te wonen, stellen het secretariaat daar twee dagen vóór de datum van de vergadering van op de hoogte door middel van een schrijven zodat zij verontschuldigd worden. Een plaatsvervanger (plaatsvervangster), die in hetzelfde schrijven aangeduid wordt door de bevoegde overheid, kan de plaats van het afwezige lid innemen.

Art. 11. De vergaderingen worden geopend, opgeschort en gesloten door de voorzitter.

Bij aanvang van de vergadering noteert het secretariaat de namen van de aan- en afwezige leden en deelt de naam der verontschuldigde leden mee.

De voorzitter legt de notulen van de voorafgaande vergadering ter goedkeuring aan het Beheerscomité voor.

Art. 12. Voor de behandeling van de aanvragen die het Beheerscomité overgemaakt worden, wordt gebruik gemaakt van de procedure zoals bepaald bij het uitvoeringsbesluit van het samenwerkingsakkoord.

Art. 13. Op eigen initiatief of op voorstel van één der leden kan de voorzitter vragen dat deskundigen ofwel advies uitbrengen ofwel de vergaderingen bijwonen.

Deskundigen mogen de stemprocedure evenwel niet bijwonen.

Art. 14. Het Beheerscomité richt een technische cel op die hij zelf samenstelt en waarvan hij de opdrachten bepaalt.

Art. 15. De vergaderingen van het Beheerscomité zijn niet openbaar.

Personen die om het even welke reden de vergaderingen bijwonen, worden gehouden het geheim te bewaren over de documenten en gegevens met vertrouwelijk of persoonlijk karakter die hen worden medegedeeld, evenals over de beraadslagingen en stemmingen, binnen de perken van hun ambt.

Art. 16. Personen die de debatten van het Beheerscomité met betrekking tot een vormingszaak waarbij zij een persoonlijk belang hebben, bijwonen, moeten de vergadering verlaten tijdens de beraadslagingen.

Art. 17. Wijzigingen aan het huishoudelijk reglement worden ter goedkeuring voorgelegd aan de Regeringen nadat die wijzigingen bij stemmingen werden goedgekeurd.

Gestemd wordt er pas tijdens de vergadering die volgt op de vergadering waarop betreffende wijziging werd aangevraagd en na agendering van dat punt.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2000 houdende uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 4 juli 2000 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, betreffende de terbeschikkingstelling van pedagogische voorzieningen aan de leerlingen van het Secundair Technisch en Beroepsonderwijs.

Namen, 20 december 2000.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. M. ARENA



F. 2001 — 178

[C — 2001/27025]

**20 DECEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'accord de coopération, conclu le 4 juillet 2000, entre la Communauté française et la Région wallonne, relatif aux programmes d'immersion linguistique**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération, conclu le 22 juin 2000, entre la Communauté française et la Région wallonne, portant sur le financement de la coopération dans le cadre de politiques croisées, sur les Fonds structurels européens et sur le développement des entreprises culturelles, approuvés par les décrets des 18 et 20 juillet 2000;

Vu l'accord de coopération, conclu le 4 juillet 2000, entre la Communauté française et la Région wallonne, relatif aux programmes d'immersion linguistique, approuvé par le décret du 14 décembre 2000, notamment l'article 6;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'accord de coopération, conclu le 22 juin 2000, entre la Communauté française et la Région wallonne, portant sur le financement de la coopération dans le cadre de politiques croisées, sur les Fonds structurels européens et sur le développement des entreprises culturelles, prévoit son entrée en vigueur en 2000;

Considérant que le décret du 14 décembre 2000 portant assentiment de l'accord de coopération conclu le 4 juillet 2000, entre la Communauté française et la Région wallonne relatif à aux programmes d'immersion linguistique entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*;

Considérant que le Comité de gestion instauré par l'article 5 de l'accord de coopération du 4 juillet 2000 précité doit impérativement être constitué, se réunir, fonctionner et engager le budget prévu pour l'exercice 2000 avant le 21 décembre 2000;